

De : **SNICA-FO bureau national** <snica.fo@gmail.com>

Date : 5 décembre 2016 à 20:41

Objet : L'année 2016 pour les IPCSR et DPCSR

À : Emmanuel BARBE

Monsieur le Magistrat,

Comme vous le savez, les IPCSR et DPCSR ont été soumis à de multiples contraintes au cours de l'année 2016.

Avec un souci constant et exemplaire du service public, ils ont cependant tout mis en œuvre pour pallier les nombreuses difficultés rencontrées.

L'externalisation de l'épreuve théorique générale s'est notamment traduite par des vérifications administratives supplémentaires, les consignes ayant été en outre extrêmement évolutives. Soulignons également que les correctifs successifs sur la banque de questions du code de la route ont considérablement augmenté la charge de travail des DPCSR et IPCSR au mois de mai.

Alors que certaines mesures issues de la réforme du permis de conduire, telle la perte de missions d'examen, les ont confrontés à des risques psychosociaux accrus, personne ne contestera qu'ils ont fait preuve d'abnégation pour appliquer avec professionnalisme les directives de leur ministère.

La mise en œuvre de la nouvelle tablette apporte en cette fin d'année son lot de problèmes, tant pour les DPCSR que pour les IPCSR.

Il est de notre responsabilité de vous alerter sur l'exaspération générale exprimée auprès de notre organisation syndicale ces derniers temps.

C'est en effet seuls qu'ils ont dû s'approprier APEP2 en l'absence de formation. Sur leur temps personnel, ils ont aussi effectué il y a une semaine une nouvelle mise à jour de leur outil de travail, énième de l'année puisque l'ancien matériel imposait déjà cette opération à intervalle régulier.

De multiples dysfonctionnements ont par ailleurs amplement perturbé le lancement de la nouvelle tablette. Quelles qu'en soient les causes et sans polémiquer sur les conditions de déploiement, il en résulte une fois de plus que les IPCSR et DPCSR sont fortement mis à contribution. Soulignons que sans leurs sacrifices, la crédibilité de l'Administration serait très fortement entamée.

Pour ces raisons, un geste fort de reconnaissance de la part de la DSCR est attendu. Mon organisation syndicale revendique donc que des journées de compensation soient accordées aux IPCSR et DPCSR. L'équivalent de 7 jours par agent serait de nature à leur apporter satisfaction.

Dans l'attente de votre réponse, je vous prie de croire, Monsieur le Magistrat, à l'assurance de ma respectueuse considération,

Pascale MASET